



# Statistique Canada

Pour la période  
se terminant  
le 31 mars 1997



Présentation améliorée des rapports  
au Parlement – Document pilote

Canada

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada – 1997

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue BT31-4/12-1997

ISBN 0-660-60298-9



## Avant-propos

Le 24 avril 1997, la Chambre des communes a adopté une proposition afin de répartir le document antérieurement désigné comme la *Partie III du Budget des dépenses principal* pour chaque ministère ou organisme en deux documents, soit le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Rapport ministériel sur le rendement*. Elle a également ordonné aux 78 ministères et organismes de présenter ces rapports dans le cadre d'un projet pilote.

Cette décision découle des travaux entrepris par le Secrétariat du Conseil du Trésor et 16 ministères pilotes pour donner suite aux engagements pris par le gouvernement d'améliorer l'information fournie au Parlement sur la gestion des dépenses et de moderniser la préparation de cette information. Ces démarches visant à mieux cibler les résultats et à rendre plus transparente l'information fournie au Parlement s'insère dans une initiative plus vaste intitulée " Repenser le rôle de l'État ".

Ce *Rapport ministériel sur le rendement* répond aux engagements du gouvernement et tient compte des objectifs fixés par le Parlement d'accroître la responsabilisation touchant les résultats. Il couvre la période se terminant le 31 mars 1997 et compare le rendement aux plans présentés par le ministère dans sa *Partie III du Budget des dépenses principal* de 1996-1997.

Gérer en fonction des résultats et en rendre compte nécessiteront un travail soutenu dans toute l'administration fédérale. S'acquitter des diverses exigences que comporte la gestion axée sur les résultats – préciser les résultats de programme prévus, élaborer des indicateurs pertinents pour démontrer le rendement, perfectionner la capacité de générer de l'information et faire rapport sur les réalisations – constitue une composante de base. Les programmes du gouvernement fonctionnent dans des environnements en évolution constante. Étant donné la vogue des partenariats, la prestation de services confiée à des tiers et d'autres alliances, il faudra relever les défis de savoir à qui imputer les responsabilités dans les rapports sur les résultats. Les rapports de rendement et leur préparation doivent faire l'objet de surveillance afin de garantir qu'ils demeurent crédibles et utiles.

Le présent rapport correspond à une étape supplémentaire de ce processus permanent. Le gouvernement entend perfectionner et mettre au point tant la gestion que la communication des résultats. Le perfectionnement découlera de l'expérience acquise au cours des prochaines années et des précisions que les utilisateurs fourniront au fur et à mesure sur leurs besoins en information. Par exemple, la capacité de communiquer les résultats par rapport aux coûts est limitée pour le moment, bien que cet objectif demeure intact.

Ce rapport peut être consulté par voie électronique sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca/tb/fkey.html>

Les observations ou les questions peuvent être adressées au gestionnaire du site Internet du SCT ou à l'organisme suivant :

Revue gouvernementale et services de qualité

Secrétariat du Conseil du Trésor

L'Esplanade Laurier

Ottawa (Ontario) Canada

K1A 0R5

Téléphone : (613) 957-7042 - Télécopieur : (613) 957-7044



# **Statistique Canada**

## **Rapport sur le rendement**

**Pour la période  
se terminant  
le 31 mars 1997**

---

John Manley  
Ministre de l'Industrie

## Table des matières

<b>Sommaire Exécutif</b> .....	1
<b>Section I : Message du Ministre</b> .....	3
<b>Section II : Aperçu de l'organisme</b> .....	5
Énoncé de mission .....	5
Priorités stratégiques .....	5
◆ <i>Le Conseil national de la statistique</i> .....	5
◆ <i>Des comités consultatifs professionnels</i> .....	5
◆ <i>Des relations bilatérales avec des ministères clés</i> .....	6
◆ <i>Le Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)</i> .....	6
Secteurs d'activité de Statistique Canada .....	7
Objectif .....	7
Description .....	7
1. Statistique économique et sociale .....	7
2. Statistique du Recensement de la population .....	9
Organigramme et secteurs d'activité .....	10
<b>Section III : Rendement de l'organisme</b> .....	11
<b>A. Attentes relatives au rendement</b> .....	11
Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles par secteur d'activité, 1996-1997 .....	11
Dépenses prévues et dépenses réelles de l'organisme par secteur d'activité .....	12
Explication de l'écart entre les dépenses prévues pour 1996-1997 et les dépenses réelles .....	12
Statistique économique et sociale .....	12
Statistique du Recensement de la population .....	12
Sommaire des attentes relatives au rendement .....	13
Résultats clés .....	13
<b>B. Réalisations en matière de rendement</b> .....	13
<b>Rendement de l'organisme</b> .....	13
<b>Les renseignements statistiques sont pertinents aux besoins actuels et futurs</b> ..	14
⇒ <i>Rétroaction par les mécanismes officiels de consultation</i> .....	14
◆ <i>Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction des examens de programmes et des conseils reçus de l'extérieur</i> .....	14
⇒ <i>Tests de marché</i> .....	15
◆ <i>Tests de marché démontrés par les ventes de produits et de services statistiques</i> .....	15

⇒	Satisfaction de la clientèle .....	16
◆	<i>Influence des normes de service sur la satisfaction de la clientèle</i> .....	16
◆	<i>Influence des améliorations au service sur la satisfaction de la clientèle</i> .....	17
◆	<i>Mesure de la satisfaction de la clientèle</i> .....	17
⇒	Utilisation des produits statistiques .....	18
◆	<i>Utilisation des produits statistiques démontrée par les mentions dans les médias</i> .....	18
◆	<i>Utilisation des produits statistiques démontrée par l'accès gratuit aux statistiques de base</i> .....	18
◆	<i>Utilisation des produits statistiques démontrée par les contacts de la clientèle avec les bureaux régionaux</i> .....	19
⇒	Qualité .....	19
◆	<i>Qualité démontrée par les indicateurs de qualité et les notes techniques</i> .....	19
◆	<i>Qualité démontrée par l'évaluation et l'examen des produits</i> .....	19
◆	<i>Qualité appuyée par la mesure de l'actualité</i> .....	20
◆	<i>Qualité démontrée par la mesure du temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion</i> .....	20
◆	<i>Qualité démontrée par la mesure de la fréquence du respect des dates de diffusion préétablies</i> .....	21
	<b>Fardeau de déclaration</b> .....	22
⇒	Fardeau de déclaration .....	22
◆	<i>Fardeau de déclaration représenté par le fardeau calculé</i> .....	22
⇒	Utilisation de données administratives .....	23
◆	<i>Nouvelles mesures d'utilisation de données administratives</i> .....	23
⇒	Facilité de réponse .....	23
◆	<i>Facilité de réponse selon le taux de réponse</i> .....	23
⇒	Utilisation de méthodes et de techniques nouvelles .....	24
◆	<i>Incidence de la déclaration électronique des répondants</i> .....	24
	<b>C. Principaux examens</b> .....	25
	<b>Section IV : Supplément d'informations</b> .....	27
	<b>A. Centres de consultation régionaux</b> .....	27
	<b>B. Tableaux sur le sommaire financier</b> .....	29
	Sommaire des crédits votés .....	29
	Recettes à valoir sur le crédit par secteur d'activité .....	30
	Paiements de transfert par secteur d'activité .....	31
	<b>C. Mandat législatif</b> .....	32

## **Sommaire Exécutif**

Statistique Canada est l'organisme statistique central du Canada chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Le présent rapport donne un aperçu du mandat et des priorités de Statistique Canada de même que des activités qu'il mène dans deux grands secteurs d'activités, soit la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population. Il traite aussi de la mesure du rendement de l'organisme en fonction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

À l'automne 1996, Statistique Canada était l'un des 16 ministères et organismes désignés pour élaborer un rapport annuel de rendement dans le cadre du Projet d'amélioration des rapports au Parlement du gouvernement fédéral. Bien que l'organisme ait beaucoup appris de cette expérience, il rend aujourd'hui compte de son rendement par l'intermédiaire d'un processus en transition. Statistique Canada s'efforce continuellement d'améliorer ses systèmes qui lui permettent de mesurer son rendement et de perfectionner ses compétences en matière d'élaboration et de diffusion de rapports informatifs.

## Section I : Message du Ministre

Le Portefeuille de l'Industrie, qui relève du ministre de l'Industrie, est constitué de 13 ministères et organismes (voir l'encadré) responsables de la science et de la technologie (S-T), du développement régional, des services relatifs aux marchés et de la politique microéconomique. Doté de bon nombre des leviers microéconomiques dont dispose le gouvernement ainsi que de 41 p. 100 des fonds affectés à la S-T au gouvernement fédéral, le Portefeuille de l'Industrie offre une trousse d'outils polyvalente pour relever les défis de l'économie du savoir à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Le Portefeuille de l'Industrie se compose des organismes suivants :*

Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence spatiale canadienne  
Banque de développement du Canada\*  
Bureau fédéral de développement régional (Québec)  
Commission du droit d'auteur du Canada  
Conseil canadien des normes\*  
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada  
Conseil national de recherches du Canada  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Industrie Canada  
Statistique Canada  
Tribunal de la concurrence

*\* Ne sont pas tenus de présenter un rapport de rendement*

L'établissement du Portefeuille a par ailleurs doté les membres ainsi que les intervenants des secteurs privé et public d'une nouvelle capacité de créer des partenariats et d'innover. Cette capacité peut être exploitée dans toutes les régions du pays, étant donné que le Portefeuille de l'Industrie offre des programmes et des services aux entreprises et aux consommateurs, grâce à un effectif d'environ 15 000 personnes, à plus de 500 points de service répartis dans les provinces et les territoires, ainsi qu'à de nombreux sites dans le cyberspace.

En ma qualité de ministre responsable du Portefeuille de l'Industrie, j'ai demandé aux membres du Portefeuille de chercher activement des moyens d'exploiter les synergies dont ils disposent à titre de

membres d'une équipe d'organismes ayant des objectifs analogues et des programmes complémentaires. En misant sans cesse sur le renforcement de la collaboration et du partenariat, nous nous assurons que les ressources limitées dont nous disposons sont affectées de façon plus efficace aux priorités du Portefeuille, à savoir : promouvoir la S-T, encourager le commerce et l'investissement, et soutenir l'expansion des petites et moyennes entreprises (PME). Collaborant entre eux dans ces secteurs, les membres du Portefeuille ont été en mesure de contribuer sensiblement à la réalisation des objectifs du gouvernement.

Les 13 membres du Portefeuille, à l'exception des deux sociétés d'État (la Banque de développement du Canada et le Conseil canadien des normes), présentent des rapports annuels de rendement. Ces rapports sont des éléments importants de la gestion des programmes dans le Portefeuille. Comme on définit des objectifs concrets pour les programmes et les services et que l'on mesure les progrès réalisés au fil du temps, en plus d'en rendre compte, les membres du Portefeuille disposent donc d'un cadre de responsabilisation leur permettant d'évaluer leur

efficacité. Comme le montrent les 11 rapports de rendement individuels, les membres du Portefeuille ont obtenu de bons résultats en 1996-1997.

Ensemble, ces rapports donnent une idée globale du rendement du Portefeuille de l'Industrie. Je tiens tout particulièrement à souligner les réalisations suivantes du Portefeuille :

- ▶ les 29 foires-info et conférences pour la PME tenues aux quatre coins du pays, qui ont connu un franc succès. Près de 51 000 Canadiens y ont participé;
- ▶ la publication du *Guide 1996-1997 des services et des programmes du gouvernement du Canada à l'intention de la petite entreprise*, un recueil d'information sur l'ensemble des services et des programmes de soutien offerts par le gouvernement fédéral aux petites entreprises (plus de 250 000 exemplaires en circulation);
- ▶ le renforcement des réseaux et des plans commerciaux régionaux, qui réunissent, à l'échelle régionale, les gouvernements fédéral et provinciaux de même que le secteur privé afin de créer de nouveaux débouchés internationaux pour les entreprises locales;
- ▶ la démarche concertée adoptée pour promouvoir la S-T dans le Portefeuille, comme le montre le plan d'action du Portefeuille en matière de S-T. Les membres du Portefeuille ont donné suite à 45 des 49 initiatives;
- ▶ le Colloque sur la S-T qui a réuni, pour la première fois, les membres de tous les comités et commissions qui conseillent les ministères et organismes du Portefeuille; et
- ▶ les formules novatrices adoptées pour fournir les services et axées en grande partie sur le partenariat (par exemple, les Centres de services aux entreprises du Canada).

Au cours de cette période, on a observé les points saillants suivants à Statistique Canada : le lancement d'un important projet destiné à améliorer les statistiques économiques provinciales, qui fait suite à une entente conclue en 1996 entre le gouvernement du Canada et ceux du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse au sujet de l'harmonisation de la taxe de vente; un certain nombre d'améliorations apportées à la collecte des données dans les recensements de la population et de l'agriculture de mai 1996; la publication des résultats de la première année de l'enquête sur la dynamique du travail et du revenu, et, entre autres, celle du premier fichier de données à l'usage du public et de certaines études analytiques; enfin, le système national de classification des industries, qui a été approuvé par les dirigeants des organismes de statistique des trois pays de l'ALENA (le Canada, le Mexique et les États-Unis) et qui facilitera le commerce et nous aidera à comprendre la compétitivité du Canada par rapport aux partenaires signataires.

Au cours de la prochaine année, les membres du Portefeuille de l'Industrie continueront de tabler sur les synergies qu'ils ont créées et d'améliorer le soutien et les services assurés à leur vaste gamme de clients.

Le ministre de l'Industrie,

John Manley

## Section II : Aperçu de l'organisme

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Statistique Canada est également appelé à diriger l'appareil statistique du pays et à coordonner ses activités. En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit également fournir des données à des fins particulières (voir la section IV-C « Supplément d'informations »).

### Énoncé de mission

La mission de Statistique Canada est d'informer les citoyens, les entreprises et les administrations publiques du Canada sur l'évolution de la société et de l'économie, et de promouvoir un appareil statistique national de grande qualité.

### Priorités stratégiques

La structure du Programme de Statistique Canada a de tout temps permis de fournir des statistiques macroéconomiques, microéconomiques et sociodémographiques, ainsi que des renseignements statistiques sur les institutions publiques et les programmes. De telles données n'ont rien perdu de leur pertinence. Cependant, les questions de l'heure engendrent une demande soutenue de nouveaux types de données (par exemple, on a exprimé le besoin d'améliorer les renseignements sur les effets de la mondialisation, le fonctionnement de l'économie canadienne, les facteurs influant sur la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux, l'incidence de la science et de la technologie, l'issue des programmes gouvernementaux et la situation de diverses sous-populations de la société canadienne). Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada en comblant de tels besoins en information constitue l'un des principaux objectifs de l'organisme.

Statistique Canada compte sur plusieurs mécanismes permanents qui contribuent à évaluer le Programme de l'organisme dans son ensemble. En raison de la nature de ces mécanismes de consultation et de la portée de leur examen, pratiquement tous les programmes de Statistique Canada sont à la longue touchés par les conseils reçus. Ces mécanismes de consultation comprennent entre autres :

- ◆ *Le Conseil national de la statistique*

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur tout l'éventail des activités de Statistique Canada, en particulier en ce qui a trait aux priorités du Programme dans son ensemble.

- ◆ *Des comités consultatifs professionnels*

Dans de grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine continuellement les produits statistiques de l'organisme et aide à fixer les priorités et à accroître la pertinence des programmes.

- ◆ *Des relations bilatérales avec des ministères clés*  
Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et étroites avec des ministères fédéraux et des organismes clés, dont les ministères de l'Industrie; de la Santé; du Développement des ressources humaines; de l'Environnement; de l'Agriculture; des Transports; du Revenu (Impôt et Douanes); du Patrimoine; de la Citoyenneté et de l'Immigration; de la Justice, ainsi qu'avec l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ces relations bilatérales permettent de mieux cerner les besoins des divers ministères et leurs priorités respectives en matière d'information.
- ◆ *Le Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)*  
Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 12 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités en cours qui ont trait à la statistique et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Mentionnons trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être soulignées :

*Santé* : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des provinces et du secteur privé et le statisticien en chef du Canada.

*Éducation* : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

*Justice* : Le Conseil de l'information juridique, qui se compose de sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, Statistique Canada procède à des examens spéciaux de programmes pour assurer la pertinence de ses produits et mieux cerner les besoins de ses clients.

La réduction et le contrôle du fardeau du répondant constitue une priorité de Statistique Canada. Dans ce sens, l'organisme mène des recherches et déploie continuellement des efforts pour contrôler le fardeau qui est imposé au répondant.

## Secteurs d'activité de Statistique Canada

### Objectif

Statistique Canada a pour mission de fournir des renseignements statistiques complets et pertinents sur la structure économique, démographique et sociale du Canada pour étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes et pour faciliter la prise de décisions.

### Description

Pour mieux faire comprendre son programme, Statistique Canada a regroupé ses activités en deux grands secteurs d'activité : la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population.

#### 1. Statistique économique et sociale

##### Objectif

Ce secteur d'activité comporte deux volets. Le premier volet fournit des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada à l'échelle nationale et internationale. Le deuxième volet fournit des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, sur leur participation à la population active et sur les systèmes et les établissements qui leur fournissent des services dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation.

##### Description

Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle. Il est important de noter que la ligne qui sépare ces deux secteurs de service est floue : l'emploi et le chômage sont des phénomènes tant sociaux qu'économiques, au même titre que l'éducation, le coût de la vie, l'inflation, etc.

##### *1. Statistique économique*

Ce secteur de service fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système de comptabilité nationale du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements sur la structure de l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques

économiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques industrielles et internationales. Le Système de comptabilité nationale sert également de cadre de comparaison des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur de service porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Il fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

En outre, elle fournit de l'information sur le volume et les incidences financières des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, de même que sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales, et sur la recherche-développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

## *2. Statistique sociale*

La première composante de ce secteur de service fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La deuxième composante de ce secteur de service fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que des institutions et des industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

## **2. Statistique du Recensement de la population**

### **Objectif**

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

### **Description**

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit des renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et des renseignements détaillés se rapportant à de petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

## Organigramme et secteurs d'activité

Le ministre de l'Industrie est responsable de Statistique Canada. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par six statisticiens en chef adjoints (SCA) : trois sont responsables de programmes statistiques et trois, de services techniques et de gestion. Le tableau suivant indique les rapports entre les deux principaux secteurs d'activité du Programme de Statistique Canada et la structure organisationnelle. Il expose également en détail les ressources de 1996-1997 par secteur de programme et par secteur d'activité.

**Tableau 1. Ressources de 1996-1997 par secteur de programme et par secteur d'activité (comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles)**

Secteurs d'activité		Structure organisationnelle						Sous-totaux	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Totaux	Pourcentage du total
		SCA Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion				
Statistique économique et sociale	En millions de dollars	36,5	49,4	23,1	68,6	36,6	58,8	273,0	43,8	229,2	54,0
		<b>36,4</b>	<b>54,8</b>	<b>24,6</b>	<b>76,1</b>	<b>43,5</b>	<b>59,4</b>	<b>294,8</b>	<b>47,9</b>	<b>246,9</b>	<b>56,0</b>
Statistique du Recensement de la population	En millions de dollars	64,2	0,0	0,0	98,6	39,0	4,5	206,3	12,6	193,7	46,0
		<b>57,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>99,9</b>	<b>37,5</b>	<b>4,6</b>	<b>199,5</b>	<b>8,6</b>	<b>190,9</b>	<b>44,0</b>
<b>Ensemble du Programme</b>	En millions de dollars	100,7	49,4	23,1	167,2	75,6	63,3	479,3	56,4	422,9	100,0
		<b>93,9</b>	<b>54,8</b>	<b>24,6</b>	<b>176,0</b>	<b>81,0</b>	<b>64,0</b>	<b>494,3</b>	<b>56,5</b>	<b>437,8</b>	<b>100,0</b>

Le caractère gras indique les dépenses et les recettes réelles de 1996-1997.

## Section III : Rendement de l'organisme

### A. Attentes relatives au rendement

**Tableau 2. Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles par secteur d'activité, 1996-1997**

Secteur d'activité (en millions de dollars)	Ressources humaines (équivalent temps plein)	Dépenses de Fonctionne- ment <sup>1</sup>	Subventions et Contribu-tions votées	Total des dépenses votées brutes	Moins: Recettes à valoir sur le crédit	Total des dépenses nettes
Statistique économique et sociale	3,700	273,0	0,0	273,0	43,8	229,2
	<b>3,732</b>	<b>293,9</b>	<b>0,9</b>	<b>294,8</b>	<b>47,9</b>	<b>246,9</b>
Statistique du Recensement de la Population	1,306	206,3	0,0	206,3	12,6	193,7
	<b>1,272</b>	<b>199,5</b>	<b>0,0</b>	<b>199,5</b>	<b>8,6</b>	<b>190,9</b>
	5,006	479,3	0,0	479,3	56,4	422,9
	<b>5,004</b>	<b>493,4</b>	<b>0,9</b>	<b>494,3</b>	<b>56,5</b>	<b>437,8</b>
<b>Autres recettes et dépenses</b>						0,0
Recettes à valoir sur le Trésor						<b>0,2</b>
Coûts des services fournis par d'autre Ministères						40,8
						<b>41,2</b>
<b>Coût net du Programme</b>						463,7
						<b>479,2</b>

Le caractère gras indique les dépenses et les recettes réelles de 1996-1997

<sup>1</sup> Incluent les cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés

**Tableau 3. Dépenses prévues et dépenses réelles de l'organisme par secteur d'activité**

Secteurs d'activité (en millions de dollars)	Dépenses réelles 1995-1996	Total des dépenses prévues 1996-1997	Dépenses réelles 1996-1997
Statistique économique et sociale	222,4	229,2	246,9
Statistique du Recensement de la population	92,3	193,7	190,9
<b>Total</b>	<b>314,7</b>	<b>422,9</b>	<b>437,8</b>

**Explication de l'écart entre les dépenses prévues pour 1996-1997 et les dépenses réelles****Statistique économique et sociale**

Les dépenses réelles de 1996-1997 dépassaient de 17,7 millions de dollars les dépenses prévues, ce qui équivaut à un écart de 7,7%. Des ressources additionnelles ont été obtenues par l'entreprise du Budget des dépenses supplémentaire pour améliorer les statistiques économiques provinciales, pour mener l'Enquête nationale sur la santé de la population et pour effectuer l'achat d'un ordinateur principal.

**Statistique du Recensement de la population**

Les dépenses réelles de 1996-1997 étaient de 2,8 millions de dollars inférieures aux dépenses prévues, ce qui correspond à une différence de 1,4%. Cet excédent résulte de délais survenus dans l'élaboration de systèmes de diffusion et de délais liés à différents programmes analytiques.

## Sommaire des attentes relatives au rendement

### Résultats clés

La raison d'être de Statistique Canada réside dans la production de renseignements statistiques. L'efficacité de l'organisme s'appuie sur sa crédibilité, la pertinence de ses renseignements, la qualité et l'accessibilité de ses produits, le respect de normes professionnelles élevées et le contrôle du fardeau du répondant.

Statistique Canada s'engage à atteindre, dans ses deux secteurs d'activité, les résultats clés qui apparaissent dans le tableau qui suit. Ce tableau fait ressortir les mesures du rendement dont l'organisme entend se servir pour surveiller l'atteinte des résultats clés.

**Tableau 4.**

Statistique Canada	
Engagements clés :	Mesures qui en témoignent :
a) Fournir aux Canadiens des renseignements statistiques pertinents qui répondent aux besoins actuels et futurs	la rétroaction à l'aide de mécanismes officiels de consultation les tests de marché la satisfaction de la clientèle l'utilisation de produits statistiques les mesures de la qualité les mesures de l'actualité
b) Contrôler le fardeau du répondant	les niveaux de fardeau de déclaration l'utilisation de données administratives la facilité de réponse le recours à de nouvelles méthodes et technologies

## B. Réalisations en matière de rendement

### Rendement de l'organisme

On doit accorder une attention soutenue à l'évolution économique, sociale et démographique pour assurer la pertinence des programmes. En tant qu'organisme axé sur la clientèle, Statistique Canada a mis en place une grande diversité de mécanismes, officiels ou non, qui garantissent une rétroaction de la part de sa clientèle, un examen permanent de ses programmes d'information et des produits et services issus de ces programmes, ainsi que l'efficacité des activités techniques qui les soutiennent.

Les mesures du rendement suivantes récapitulent les réalisations de Statistique Canada en 1996-1997.

**Les renseignements statistiques sont pertinents aux besoins actuels et futurs.**

Statistique Canada s'engage à produire des renseignements statistiques pertinents aux besoins actuels et futurs des Canadiens. On a conçu plusieurs mesures du rendement que l'on présente pour rendre compte des réalisations de l'organisme.

⇒ **Rétroaction par les mécanismes officiels de consultation**

◆ *Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction des examens de programmes et des conseils reçus de l'extérieur*

Statistique Canada s'appuie sur plusieurs mécanismes consultatifs qui contribuent à l'examen permanent de ses produits statistiques. Les exemples suivants fournissent une indication de leur influence sur le Programme de Statistique Canada.

*L'Enquête sur la population active* (la source de la mesure mensuelle de l'emploi et du chômage) a été révisée en janvier 1997, à la suite de consultations approfondies auprès des utilisateurs de données et d'un examen du Comité consultatif de la statistique du travail. L'enquête fournit maintenant de nouveaux renseignements importants sur la rémunération, l'affiliation syndicale et certains aspects de la qualité de l'emploi.

*Enquête sur les avoirs et les dettes* : Le Comité consultatif de la statistique des conditions sociales a discuté de la planification d'une enquête sur les avoirs et les dettes à sa réunion du printemps de 1997. Ses membres ont fait diverses suggestions qui aideront à concevoir et à réaliser cette enquête. Par exemple, ils ont informé les planificateurs des difficultés relatives à la définition des concepts et des problèmes potentiels liés à l'obtention de données financières détaillées de la part des répondants.

*Recensement de l'agriculture* : Le Comité fédéral-provincial de la statistique agricole a fait l'examen de la ligne de produits et des plans de diffusion du Recensement de l'agriculture de 1996. Cet examen, achevé en 1996-1997, a mené à l'instauration d'un programme de diffusion révisé qui donnera une plus grande place aux nouveaux produits électroniques et sera mieux adapté aux besoins des utilisateurs.

*Statistique des services* : Le Comité consultatif de la statistique des services a joué un rôle important dans l'amélioration des statistiques du secteur des services. Sa contribution a été particulièrement utile à l'établissement des priorités de développement. Le Comité conseille également les responsables sur le contenu des questionnaires et la qualité des données.

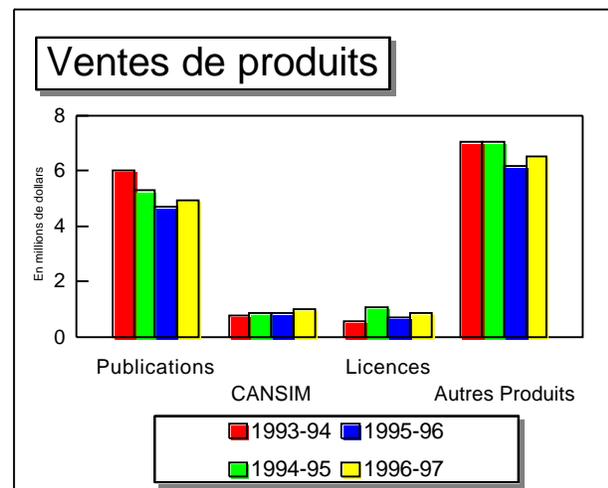
*Statistique du Recensement de la population* : Avant chaque recensement, Statistique Canada examine et analyse les besoins statistiques. Cette étape comporte des consultations approfondies avec les utilisateurs de données au sujet des renseignements qu'ils aimeraient voir figurer dans la base de données du recensement. Statistique Canada doit s'assurer que le contenu du recensement respecte les prescriptions de la loi et répond aux besoins des utilisateurs en matière de données. Dans le cas du Recensement de 1996, l'organisme a reçu en tout 166 observations écrites contenant plus de 1 500 commentaires provenant d'au-delà de 1 100 groupes et organisations des secteurs public et privé. En outre, on a tenu deux conférences internationales, l'une portant sur la collecte de données sur l'origine ethnique et l'autre, sur la mesure de la valeur du travail non rémunéré. Par la suite, on a formulé des options qui ont été présentées au Cabinet pour approbation du contenu définitif du recensement.

⇒ Tests de marché

◆ *Tests de marché démontrés par les ventes de produits et de services statistiques*

La rétroaction de la clientèle et les études de marché témoignent de la tendance des produits de Statistique Canada sur le marché de l'information.

- Les clients indiquent une nette préférence pour des solutions adaptées à leurs besoins en information et exigent de plus en plus des produits électroniques. La diminution des ventes de publications imprimées traduit cette évolution des préférences.



Les clients attachent une grande importance au caractère immédiat du service et ils sont nombreux à acheter de l'information « au besoin » seulement. Le progrès technologique offre aux utilisateurs d'information la possibilité de repérer et d'extraire l'information la plus à jour possible sur un sujet donné en puisant souvent à diverses sources. Devant ce constat, Statistique Canada a institué l'accès en direct à des données statistiques sur le commerce et à CANSIM — Système canadien d'information socio-économique — par l'entremise d'Internet et d'un transporteur de télécommunications privé.

L'organisme a créé un site Internet<sup>1</sup> qui donne gratuitement accès à des renseignements statistiques de base sur le Canada et qui permet d'obtenir, contre recouvrement des coûts, des données plus détaillées.

- Nombreux également sont les utilisateurs d'information qui préfèrent les produits d'information offerts par les distributeurs secondaires de données de Statistique Canada. L'organisme a conçu de nouvelles modalités d'octroi de licence pour faciliter l'accès de ses données aux petites entreprises qui entrent sur le marché de l'information. Les partenariats avec des organismes publics et privés de prestation de services d'information à une clientèle spécialisée tiennent aussi une place importante dans la stratégie de diffusion de Statistique Canada.
- Dans une étude récente, on a constaté que 85 % des clients qui achètent des produits et des services de Statistique Canada l'ont fait par l'entremise d'Internet et que 42 % d'entre eux ont visité son site Web. On a également appris que, si les produits actuellement diffusés sur support en papier l'étaient sur support électronique, la clientèle opterait pour ce dernier choix. Au cours de la prochaine année, un certain nombre de publications seront offertes sous forme électronique, bien que l'on continuera à diffuser la version imprimée lorsque la demande le justifiera.
- L'intérêt grandissant pour *Le Quotidien*, un bulletin électronique qui présente les données venant tout juste d'être diffusées, les nouveaux produits et services et les dates de diffusion au calendrier, est un autre indice que les clients privilégient le caractère immédiat du service et sont disposés à s'abonner aux services électroniques. En plus d'y avoir accès sur le site Internet de Statistique Canada, on peut recevoir *Le Quotidien* par courrier électronique. Environ 2 500 clients reçoivent actuellement *Le Quotidien* de cette façon, soit plus du double de ceux qui le recevaient lorsqu'il était diffusé en version imprimée.

#### ⇒ Satisfaction de la clientèle

Durant la dernière année, on a pris des initiatives pour mesurer les produits et les services de l'organisme et en accroître la qualité.

#### ◆ *Influence des normes de service sur la satisfaction de la clientèle*

- Statistique Canada s'est doté de normes de service, et une brochure sur les normes de service est maintenant offerte aux clients. On dispense aussi une formation aux employés de l'organisme en ce qui a trait à l'application de ces normes.
- On a élaboré, à l'intention du personnel, des lignes directrices sur les communications avec la clientèle pour répondre de façon professionnelle aux besoins des clients.

---

<sup>1</sup> L'adresse du site Internet de Statistique Canada est <http://www.statcan.ca>.

- La Division de la vérification et de l'évaluation vérifiera périodiquement si les normes établies sont respectées.
- ◆ *Influence des améliorations au service sur la satisfaction de la clientèle*
- On fournit actuellement un service d'assistance téléphonique à tous les utilisateurs des produits électroniques de Statistique Canada.
- On tient à jour une base de données contenant des renseignements sur les contacts avec la clientèle pour pouvoir lui offrir un meilleur service.
- On a ajouté au site Internet de Statistique Canada un catalogue électronique des produits et services, ainsi qu'une liste des principales personnes-ressources au sein de l'organisme.
- ◆ *Mesure de la satisfaction de la clientèle*
- On fait régulièrement des études de marché portant sur l'élaboration de produits et l'opportunité de mettre en marché des produits d'information sur support électronique. Les résultats de ces études permettent d'adapter les produits en fonction des exigences des utilisateurs. Le plan d'action de Statistique Canada en vue de la restructuration de son site Web et le passage des produits imprimés à des produits sur support électronique en sont des exemples.
- On effectue des enquêtes auprès des clients qui ne renouvellent pas leur abonnement aux publications de Statistique Canada afin d'en connaître les raisons. Trois raisons générales sont ressorties : les clients n'ont plus le budget nécessaire pour les abonnements, le mode de livraison ne leur convient plus ou le produit ne répond plus à leurs besoins. Les résultats de telles enquêtes permettent de modifier ou d'améliorer les produits.
- On a identifié neuf secteurs de marché pour le Recensement de 1996, et des approches marketing distinctes ont été élaborées pour chacun d'eux. On a analysé chaque secteur de marché pouvant potentiellement être intéressé par les données du recensement. On a cerné les besoins des utilisateurs, on a examiné leurs préférences en matière de médias et leurs besoins en matière de données pour déterminer si Statistique Canada leur permettait de tirer pleinement parti de ses données. On a conclu qu'il était nécessaire de fournir davantage de renseignements sur différents supports électroniques. Par conséquent, l'organisme a créé un certain nombre de nouveaux produits sur CD-ROM et a amélioré les services permettant aux clients de choisir le format électronique qui correspond le mieux à leurs besoins. Même le secteur des bibliothèques, qui a indiqué avoir besoin de soutien pour faire face au passage de produits imprimés à des produits électroniques, a dit préférer l'accessibilité accrue à des renseignements sous forme électronique.

- On dispense une formation aux employés sur l'évaluation de la satisfaction de la clientèle.

## ⇒ Utilisation des produits statistiques

### ◆ *Utilisation des produits statistiques démontrée par les mentions dans les médias*

Les médias d'information tiennent lieu de principal intermédiaire lorsqu'il s'agit d'informer le vaste public canadien. L'organisme surveille régulièrement la couverture médiatique de ses produits et de ses communiqués statistiques dans les journaux, à la radio et à la télévision.

On évalue à 1 200 le nombre mensuel moyen de mentions dans les médias. (Statistique Canada n'a commencé qu'en 1996-1997 à effectuer une surveillance complète des mentions dans les médias.)

### ◆ *Utilisation des produits statistiques démontrée par l'accès gratuit aux statistiques de base*

La fréquentation du site Web de Statistique Canada a presque triplé de juin 1996 à avril 1997, période où le nombre quotidien moyen de sessions d'interrogation est passé de 956 à 2 800. Le nombre de personnes qui cliquent sur un élément du site de Statistique Canada est de l'ordre de 80 000 par jour. Toutefois, il ne s'agit souvent que d'un survol en raison de l'accès rapide aux différentes parties du site. Par ailleurs, il y a aussi des visiteurs qui s'adonnent à des sessions d'interrogation plus longues, souvent associées à des activités de recherche. Cette année, le nombre sessions d'interrogation devrait atteindre un million. Dans les années à venir, Statistique Canada produira vraisemblablement un rapport annuel sur la fréquentation de son site Web.

Les parties du site les plus fréquentées sont celles où figurent 200 tableaux mis à jour régulièrement et renfermant des données sociales et économiques clés (46 % de tous les visiteurs), *Le Quotidien* (45 %) et le module où l'on retrouve des renseignements sur les principaux indicateurs canadiens comme le produit intérieur brut (PIB), l'Indice des prix à la consommation (IPC) et les statistiques sur l'emploi et le chômage (39 %). Les modules du site qui fournissent des renseignements détaillés contre recouvrement des coûts sont moins souvent fréquentés (14 %). Les indications qui précèdent démontrent bien qu'Internet devient rapidement un des outils clés de la réalisation de la mission « publique » de Statistique Canada.

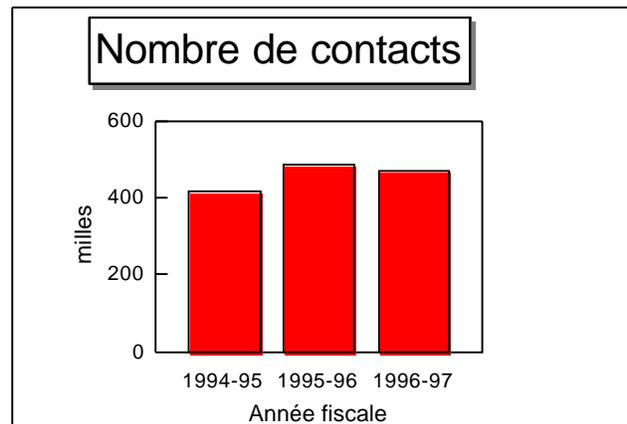
Une autre amélioration du service lié à la technologie est la diffusion de données sous des formes nouvelles qui répondent aux besoins des personnes ayant une incapacité. Aux malvoyants, Statistique Canada propose désormais au moyen d'un numéro 1 800 une version du *Quotidien* par synthèse de la parole. D'autres données versées dans Internet peuvent être reproduites en gros caractères, en braille ou par synthétiseur vocal.

◆ *Utilisation des produits statistiques démontrée par les contacts de la clientèle avec les bureaux régionaux*

Statistique Canada a pour politique de répondre gratuitement aux demandes de renseignements courantes. Dans le cas de demandes plus complexes, les bureaux régionaux offrent aux clients des services consultatifs contre recouvrement des coûts.

De plus, l'organisme assure un accès gratuit à ses publications à quiconque s'adresse à l'un des centres de consultation régionaux. Pour garantir un accès équitable à tous, on offre un service de renseignements gratuit et de messagerie électronique pour répondre aux questions les plus fréquemment posées.

En 1996-1997, les contacts avec les bureaux régionaux ont été constants et ont excédé 400 000, leur nombre étant toutefois légèrement moindre par rapport à l'année précédente.



⇒ **Qualité**

◆ *Qualité démontrée par les indicateurs de qualité et les notes techniques*

Les publications de Statistique Canada comprennent depuis plusieurs années des indicateurs de la qualité des données diffusées, la description des concepts sous-jacents, des définitions et la description des méthodes de collecte et de traitement de données utilisées.

◆ *Qualité démontrée par l'évaluation et l'examen des produits*

L'organisme évalue aussi l'information communiquée oralement à ses clients au moyen d'un échantillon de questions assorties de réponses préétablies, afin de vérifier l'exactitude et la véracité des renseignements transmis. Statistique Canada s'assure ainsi de fournir des produits et des services de qualité et de cerner par la même occasion les lacunes du personnel en matière de connaissances, qui seront ultérieurement comblées par la formation.

De plus, tous les produits sur support en papier et électronique qui sont diffusés font l'objet, à l'interne, d'une vérification approfondie de la qualité. Cette vérification a pour but de s'assurer que les utilisateurs de données disposent de produits fiables.

◆ *Qualité appuyée par la mesure de l'actualité*

La pertinence des produits d'information de Statistique Canada dépend dans une large mesure d'un juste équilibre entre l'actualité et la fiabilité des données. L'organisme trouve cet équilibre en tenant compte des préférences des utilisateurs. On pourrait, par exemple, diffuser, dans un délai plus court, les estimations statistiques qui s'appuient sur des résultats provisoires d'enquêtes plutôt que sur des données définitives. Toutefois, la clientèle a toujours dit préférer les délais actuels à des délais plus courts qui entraîneraient des révisions statistiques ultérieures plus importantes ou la production de données statistiques moins détaillées.

◆ *Qualité démontrée par la mesure du temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion*

Le temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion pour certaines grandes enquêtes est une mesure de l'actualité qui sert à vérifier la pertinence des statistiques du point de vue de la « nouveauté » des renseignements diffusés. Le tableau 5 ci-dessous indique le délai de diffusion pour certaines grandes enquêtes.

**Tableau 5. Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (certaines grandes enquêtes)**

<i>Grande enquête</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Objectif d'actualité*</i>	<i>Objectif atteint</i>
<i>Enquête sur la population active</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>14 jours</i>	<i>Oui</i>
<i>Indice des prix à la consommation</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>18 jours</i>	<i>Oui</i>
<i>Enquête mensuelle sur les industries manufacturières</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>48 jours</i>	<i>Oui</i>
<i>Commerce international</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>50 jours</i>	<i>Oui</i>
<i>Commerce de détail</i>	<i>Mensuelle</i>	<i>50 à 55 jours</i>	<i>Oui</i>
<i>Produit intérieur brut trimestriel</i>	<i>Trimestrielle</i>	<i>60 jours</i>	<i>Oui</i>

\* Par objectif d'actualité, on entend le laps de temps prévu entre le dernier jour de la période de référence auquel les résultats réfèrent et le jour de diffusion des données au grand public.

◆ *Qualité démontrée par la mesure de la fréquence du respect des dates de diffusion préétablies*

Statistique Canada tient un calendrier de diffusion préétabli de ses principaux produits statistiques. Le tableau suivant fait état des principaux produits de Statistique Canada et de leur périodicité.

**Tableau 6. Grands domaines, produits choisis et niveau de service**

Grands domaines et produits choisis	Niveau de service
	Fréquence
Balance des paiements internationaux	Mensuelle
Comptes économiques et financiers nationaux	Trimestrielle
Produit intérieur brut réel	Mensuelle
Opérations internationales et valeurs mobilières du Canada	Mensuelle
Indice composite	Mensuelle
Investissements privés et publics au Canada	Trimestrielle
Indice des prix à la consommation	Mensuelle
Commerce extérieur canadien	Mensuelle
Rapports sur les grandes cultures	Saisonniers
Permis de construire	Mensuelle
Commerce de détail	Mensuelle
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle
Ventes de véhicules automobiles neufs	Mensuelle
Enquête sur la situation des entreprises, industries manufacturières canadiennes	Trimestrielle
Commerce de gros	Mensuelle
Recettes monétaires agricoles	Trimestrielle
Revenu agricole net	Annuelle
Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Trimestrielle
Indice des prix des produits industriels et des matières brutes	Mensuelle
Enquête sur la population active	Mensuelle
Emploi, gains et durée du travail	Mensuelle
Voyages entre le Canada et les autres pays	Mensuelle
Compte des voyages internationaux	Trimestrielle
Caractéristiques des voyageurs internationaux	Trimestrielle

Tous les produits ont été diffusés aux dates prévues, à l'exception d'un seul. Dans le cas du commerce international canadien, qui repose sur l'échange de données entre le Canada et les États-Unis, la diffusion des produits a été reportée d'un mois en raison d'une grève des employés fédéraux aux États-Unis.

## Fardeau de déclaration

Le deuxième engagement clé de Statistique Canada est de contrôler le fardeau de réponse. L'organisme s'efforce continuellement de contrôler le fardeau de déclaration des répondants.

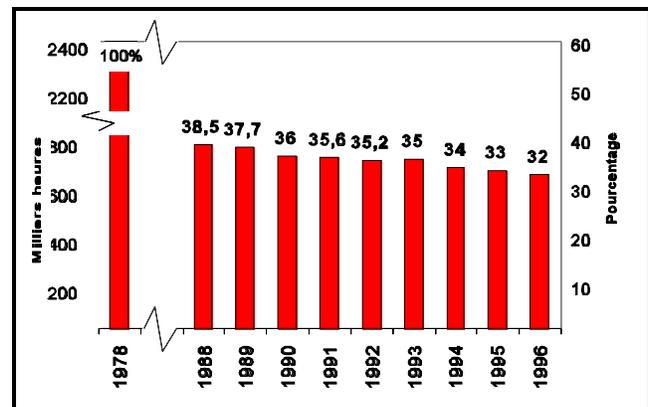
⇒ Fardeau de déclaration

◆ *Fardeau de déclaration représenté par le fardeau calculé*

### *Statistique des entreprises*

Chaque année, on établit un indicateur du fardeau de réponse d'après le temps estimatif moyen requis pour remplir un questionnaire destiné aux entreprises, la fréquence de l'enquête et le nombre de répondants. Le calcul fait abstraction du Recensement quinquennal de l'agriculture et d'autres enquêtes ponctuelles ou occasionnelles.

En 1996, le fardeau de réponse imposé à l'ensemble des entreprises a diminué de 3 % (5 % dans le cas des petites entreprises), ce qui a permis de réduire le fardeau de réponse relatif aux enquêtes auprès des entreprises à près du tiers du niveau de 1978 (première année pour laquelle on a effectué cette mesure). La réduction du fardeau des répondants est surtout attribuable à une utilisation accrue des données administratives. Toutefois, cette tendance est à la baisse ces dernières années, car les possibilités de puiser dans de nouvelles sources de données administratives sont moins nombreuses. Pour ce qui est des répondants, Statistique Canada a désigné un ombudsman responsable des relations avec les petites entreprises pour fournir une voie de rétroaction additionnelle et pour aider à assurer le traitement des plaintes en bonne et due forme.



### *Statistique sociale*

On s'intéresse de plus en plus au fardeau de réponse imposé aux particuliers. En conséquence, des initiatives seront entreprises au cours de l'exercice financier 1998-1999 pour élaborer des indicateurs. Un premier indicateur déterminera le fardeau total que représentent les enquêtes-ménages d'après le temps moyen requis (pour une personne) pour participer à toutes les enquêtes-ménages de Statistique Canada. Un deuxième indicateur mesurera le temps moyen requis qu'il faut à une personne désignée pour participer au processus d'enquête.

On a fourni un effort considérable pour rendre les questionnaires et les instructions plus faciles à comprendre. Le questionnaire abrégé de 1996 est passé de neuf à sept questions, soit le plus petit nombre depuis 1966. Le questionnaire détaillé, bien qu'il soit similaire en longueur à ceux des recensements précédents, a été amélioré du point de vue de sa conception graphique pour permettre aux répondants de le remplir beaucoup plus rapidement. Quatre questions ont été ajoutées, tandis que des questions sur la fécondité et la religion ont été supprimées. Des renseignements portant sur la ligne sans frais d'aide du recensement ont été inclus dans les deux formats de questionnaire et dans le Guide détaillé.

⇒ Utilisation de données administratives

◆ *Nouvelles mesures d'utilisation de données administratives*

Si on est parvenu à alléger le fardeau du répondant, c'est en grande partie parce qu'on exploite davantage les documents administratifs au lieu de recourir à des enquêtes directes menées auprès de répondants. Jusqu'à présent, Statistique Canada a su tirer parti des données fiscales des feuillets T1 et T2 et des dossiers de retenues sur la paie des employeurs pour réduire de façon substantielle l'échantillon de certaines enquêtes, tout en préservant la qualité des estimations produites. À l'heure actuelle, on étudie la possibilité d'exploiter les dossiers de la taxe sur les produits et services (TPS) et d'utiliser le nouveau numéro d'entreprise (NE). En outre, Statistique Canada travaille en étroite collaboration avec Revenu Canada à l'utilisation potentielle de l'Index général des renseignements financiers (GIFI) qui est en cours d'élaboration. (Il est à noter que même si on a recours à des dossiers administratifs pour produire des estimations statistiques globales, les renseignements contenus dans les déclarations de particuliers sont strictement confidentiels en vertu de la *Loi sur la statistique*.) Au cours des prochaines années, l'organisme fera état, dans son Rapport annuel sur le rendement, du progrès réalisé en ce qui a trait à l'utilisation de données administratives.

⇒ Facilité de réponse

◆ *Facilité de réponse selon le taux de réponse*

Quand les questionnaires d'enquête sont difficiles à remplir, les répondants ne fournissent généralement pas les renseignements demandés. Les taux de réponse obtenus sont donc une estimation de la facilité de répondre aux questionnaires. Le tableau 7 présente les taux de réponse à certaines grandes enquêtes.

**Tableau 7.**

<i>Grandes enquêtes choisies</i>	<i>Taux de réponse</i>
<i>Enquête sur la population active</i>	<i>95 %</i>
<i>Enquête mensuelle sur les industries manufacturières</i>	<i>97 %</i>
<i>Commerce extérieur</i>	<i>100 %</i>
<i>Commerce de détail</i>	<i>94 %</i>

Statistique Canada effectue continuellement de la recherche pour minimiser les difficultés en matière de réponse aux questionnaires d'enquête.

⇒ Utilisation de méthodes et de techniques nouvelles

◆ *Incidence de la déclaration électronique des répondants*

### **Technologie de collecte de données**

Statistique Canada a aussi fait un grand pas en favorisant la déclaration électronique comme solution de rechange possible à l'utilisation de questionnaires devant être remplis par les répondants. L'utilisation de la déclaration électronique pourrait entraîner une réduction considérable du fardeau de déclaration grâce à l'acheminement direct et automatique de renseignements à partir des systèmes de données des entreprises.

Le tout a débuté avec la mise en place d'une infrastructure élémentaire permettant la transmission électronique de données. Puis, des travaux ont été entrepris pour permettre aux grandes banques d'acheminer par voie électronique et sous une forme standard des données financières trimestrielles. Parallèlement, on a conçu des questionnaires informatisés à remplir soi-même pour certaines enquêtes. À titre d'exemple, les établissements visés par l'Enquête annuelle sur les chaînes de magasins de détail se sont vu offrir la possibilité de remplir leur questionnaire par ordinateur. Plus de 20 % des magasins de détail, soit bien au-delà de 65 % des établissements visés par l'enquête, fournissent à présent leurs données sous forme électronique.

Fort de l'expérience et des infrastructures en place, Statistique Canada répond au besoin d'offrir les divers moyens de collecte électronique de données à un nombre croissant d'entreprises de partout au Canada. Le Bureau est d'avis que, à long terme, ces activités continueront à accroître le recours à la technologie et à réduire le fardeau de déclaration des répondants. Il faut toutefois préciser que le rythme de cette évolution dépendra de la disposition des répondants à adopter de telles méthodes.

## C. Principaux examens

Principaux examens
<p><b>Examen de la statistique des administrations publiques (projet en cours) :</b> <i>Il s'agit de mieux comprendre les comptes publics provinciaux et leurs liens avec les comptes fédéraux.</i> Auparavant, les différentes façons de présenter ces données ont rendu difficile une description homogène de l'endettement et des déficits provinciaux.</p>
<p><b>Instauration du nouveau système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 et parution du manuel révisé de la balance des paiements du FMI 1993 dans le cadre du Système de comptabilité nationale du Canada (SCN) (projet en cours) :</b> <i>Un ensemble détaillé de documents d'information, de discussion et de décision décrit l'ampleur des modifications relatives à la mise en œuvre du SCN 1993 rendu public en août 1996.</i> On a profité de l'occasion pour rapprocher et harmoniser l'univers des administrations publiques, les principes d'évaluation et les règles de regroupement dans le SCN et le Système de gestion financière (SGF) utilisés pour le secteur public au Canada.</p>
<p><b>Statistique agricole - Produits et services du Recensement de l'agriculture (projet terminé) :</b> Cette étude terminée en 1996-1997 a donné un programme révisé de diffusion qui mettra davantage l'accent sur les nouveaux produits électroniques et sera mieux adapté aux besoins des utilisateurs.</p>
<p><b>Statistique agricole - Remaniement des enquêtes agricoles régulières (projet en cours) :</b> <i>À la suite de chaque recensement, on effectue des remaniements, après consultation avec les principaux utilisateurs, pour s'assurer que le programme d'enquêtes régulières tient compte de l'évolution structurelle de l'industrie dont font état les données du recensement.</i> On a aussi lancé un programme de révisions intercensitaires. Ce processus de révision comporte un rapprochement entre les séries de données courantes et les données de référence fournies par le Recensement de l'agriculture. Cette activité essentielle sauvegarde l'intégrité des séries de données courantes en agriculture.</p>
<p><b>Groupe Voorburg sur les services et sur une classification commune des produits (CCP) (travaux permanents) :</b> <i>Le Canada dirige un groupe d'une quarantaine de spécialistes d'une douzaine de pays, qui examine constamment les méthodes et les techniques afin d'améliorer la mesure de la production, des échanges et des prix dans le secteur tertiaire.</i> En septembre 1996, le Groupe Voorburg a approuvé et présenté au Bureau de statistique des Nations Unies (BSNU) la version provisoire 1.0 de la CCP en vue de son étude par la Commission de statistique des Nations Unies. Des activités communes de recherche et de développement devraient permettre d'économiser des ressources et d'obtenir des données statistiques comparables sur le plan international.</p>
<p><b>Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (projet terminé) :</b> Les chefs des services statistiques des trois pays membres de l'ALENA (Canada, Mexique et États-Unis) ont officiellement approuvé la structure du SCIAN le 10 décembre 1996. On rendra public d'ici la fin de l'année les structures, les codes, les titres et les descriptions de cette nomenclature.</p>
<p><b>Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP) (projet en cours) :</b> <i>Vers la fin de 1996, Statistique Canada a entrepris un projet visant à améliorer sensiblement la qualité et le niveau de détail du système canadien de statistique économique provinciale.</i> Les travaux dureront trois ans. Le but ultime est de produire des tableaux d'entrées-sorties interprovinciaux annuels d'une qualité équivalente pour les diverses provinces et territoires canadiens. On doit y parvenir sans trop alourdir le fardeau de déclaration imposé aux particuliers et aux entreprises. On concevra des méthodes d'enquête nouvelles et améliorées et, comme solution de rechange aux enquêtes statistiques, on utilisera davantage les données administratives provenant de Revenu Canada et d'autres sources.</p>
<p><b>Remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (projet en cours) :</b> <i>On refond le cadre méthodologique de cette enquête pour pouvoir utiliser les données de Revenu Canada sur les retenues à la source au lieu de mener une enquête sur le terrain.</i> Ce travail, presque terminé, a déjà permis de réaliser des économies appréciables par rapport au coût de l'enquête et d'alléger le fardeau de déclaration, tout comme d'apporter d'importantes améliorations aux estimations de la rémunération et du revenu d'emploi.</p>
<p><b>Étude de toutes les données sur le revenu (projet en cours) :</b> On continue à examiner la possibilité d'harmoniser et d'intégrer l'utilisation des données recueillies sur le revenu des particuliers; une proposition à cet effet doit être étudiée par Statistique Canada au cours de l'exercice de planification de l'automne 1997. On prévoit ainsi qu'il sera possible de réduire les frais de même que le fardeau de réponse.</p>

**Remaniement de l'Enquête sur la population active (projet terminé) :** On a terminé les travaux de refonte de cette enquête, ce qui a permis d'en réduire nettement les frais permanents et d'enrichir sensiblement la banque de renseignements sur la population active de Statistique Canada.

**Examen périodique du Recensement de la population (travaux permanents) :** Avant chaque recensement, Statistique Canada demande aux utilisateurs de données et aux autres groupes intéressés partout au pays quel genre de données provenant du recensement et des enquêtes postcensitaires leur seraient utiles. L'organisme peut ainsi tenir compte des questions socioéconomiques nouvelles et, s'il y a lieu, utiliser le recensement et les enquêtes postcensitaires pour faire la lumière sur ces questions.

**Statistique de la santé, de l'éducation et de la justice (travaux permanents) :** *Des conseils mixtes dont font partie Statistique Canada et des représentants du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires examinent les questions et établissent les priorités dans chacun de ces domaines en vue de faciliter les échanges de renseignements et de garantir la pertinence des produits diffusés.*

## **Section IV : Supplément d'informations**

### **A. Centres de consultation régionaux**

#### **Région de l'Atlantique**

Le centre dispense des services à la population de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Centre North American Life  
1770, rue Market  
Halifax (Nouvelle-Écosse)  
B3J 3M3  
Appels locaux : (902) 426-5331  
Télécopieur : (902) 426-9538

#### **Région du Québec**

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Complexe Guy-Favreau  
Tour Est, 4<sup>e</sup> étage  
200, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec)  
H2Z 1X4  
Appels locaux : (514) 283-5725  
Télécopieur : (514) 283-9350

#### **Région de la Capitale nationale**

Centre de consultation statistique (RCN)  
Statistique Canada  
Foyer de l'immeuble R.-H.-Coats  
Avenue Holland  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0T6  
Appels locaux : (613) 951-8116  
Télécopieur : (613) 951-0581

#### **Région de l'Ontario**

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Édifice Arthur-Meighen, 10<sup>e</sup> étage  
25, avenue St. Clair Est  
Toronto (Ontario)  
M4T 1M4  
Appels locaux : (416) 973-6585  
Télécopieur : (416) 973-7475

## Région des prairies

Les centres dispensent des services à la population du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Immeuble MacDonald, bureau 300  
344, rue Edmonton  
Winnipeg (Manitoba)  
R3B 3L9  
Appels locaux : (204) 983-4020  
Télécopieur : (204) 983-7543

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Tour Avord, 9<sup>e</sup> étage  
2002, avenue Victoria  
Regina (Saskatchewan)  
S4P 0R7  
Appels locaux : (306) 780-5405  
Télécopieur : (306) 780-5403

Services consultatifs  
Statistique Canada  
First Street Plaza, bureau 401  
138, 4<sup>th</sup> Avenue South East  
Calgary (Alberta)  
T2G 4Z6  
Appels locaux : (403) 292-6717  
Télécopieur : (403) 292-4958

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Park Square, 9<sup>e</sup> étage  
10001, rue Bellamy Hill  
Edmonton (Alberta)  
T5J 3B6  
Appels locaux : (403) 495-3027  
Télécopieur : (403) 495-5318

## Région du Pacifique

Le centre dispense des services à la population de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Tour Library Square  
300, rue Georgia Ouest, bureau 600  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 6C7  
Appels locaux : (604) 666-3691  
Télécopieur : (604) 666-4863

*Ligne nationale de demandes de renseignements (sans frais) : 1 800 263-1136*

*Appareil de télécommunications pour malentendants : 1 800 363-7629*

*Service national pour commandes seulement (sans frais) : 1 800 267-6677*

## B. Tableaux sur le sommaire financier

### B-1 Sommaire des crédits votés

#### Autorisations pour 1996-1997 - Partie II du Budget des dépenses

#### Besoins financiers par autorisation

<b>Crédit</b> <i>(en millions de dollars)</i>	Budget des dépenses principal 1996-1997	<b>Dépenses réelles 1996-1997</b>
<b>Statistique Canada</b>		
120 Dépenses de programme	388,5	<b>402,1</b>
(L) Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,4	<b>35,7</b>
<b>Total du Bureau</b>	422,9	<b>437,8</b>

#### Crédits - Libellé et sommes demandés

<b>Crédit</b> <i>(en millions de dollars)</i>	Budget des dépenses principal 1996-1997
<b>Statistique Canada</b>	
120 Statistique Canada - Dépenses de Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser les recettes de l'année	388,5

## B-2 Recettes à valoir sur le crédit par secteur d'activité

<b>Secteur d'activité</b> <i>(en millions de dollars)</i>	<b>Recettes réelles 1995-1996</b>	<b>Total des recettes prévues 1996-1997</b>	<b>Recettes réelles 1996-1997</b>
<b>Statistique économique et sociale</b>			
Vente de publications	4,6	4,9	4,9
Services statistiques spéciaux	38,8	38,9	43,0
	43,4	43,8	47,9
<b>Statistique du Recensement de la population</b>			
Vente de publications	0,1	0,1	0,1
Services statistiques spéciaux	0,8	0,4	1,4
Partage du coût du recensement	7,1	12,1	7,1
	8,0	12,6	8,6
<b>Ensemble du programme</b>			
Vente de publications	4,7	5,0	5,0
Services statistiques spéciaux	39,6	39,3	44,4
Partage du coût du recensement	7,1	12,1	7,1
<b>Total des recettes à valoir sur le crédit</b>	<b>51,4</b>	<b>56,4</b>	<b>56,5</b>

### B-3 Paiements de transfert par secteur d'activité

<b>Secteurs d'activité</b> <i>(en millions de dollars)</i>	<b>Paiements réels 1995-1996</b>	<b>Total des paiements prévus 1996-1997</b>	<b>Paiements réels 1996-1997</b>
<b>Subventions</b>			
<b>Statistique économique et sociale</b>			
Institut interaméricain de statistique	14,2	8,5	8,2
Conférence of Commonwealth Statisticians	4,1	5,5	5,5
<b>Total des subventions</b>	<b>18,3</b>	<b>14,0</b>	<b>13,7</b>
<b>Contributions</b>			
<b>Statistique économique et sociale</b>			
Programme d'information en matière de santé	378,1	0,0	885,0
<b>Total des contributions</b>	<b>378,1</b>	<b>0,0</b>	<b>885,0</b>
<b>Total des subventions et des contributions</b>	<b>396,4</b>	<b>14,0</b>	<b>898,7</b>

## C. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

<i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	L.R.C., 1985, ch. E-1, tel qu'amendé
<i>Loi constitutionnelle</i>	1867
<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	1948, ch. 52
<i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	L.R.C., 1985, ch. U-1, tel qu'amendé
<i>Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	L.R.C., 1985, ch. F-8, tel qu'amendé
<i>Loi de 1980 remaniant la législation bancaire</i>	1991, ch. 46
<i>Loi électorale du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. E-1, tel qu'amendé
<i>Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés</i>	L.R.C., 1985, ch. C-28, tel qu'amendé
<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>	L.R.C., 1985, ch. 23, (2ième supp.)
<i>Loi sur la concurrence</i>	L.R.C., 1985, ch. C-34, tel qu'amendé
<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	L.R.C., 1985, ch. E-3, tel qu'amendé
<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>	L.R.C., 1985, ch. O-9, tel qu'amendé
<i>Loi sur la taxe d'accise</i>	L.R.C., 1985, ch. E-14, tel qu'amendé
<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-2, tel qu'amendé
<i>Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer</i>	L.R.C., 1985, ch. R-4, tel qu'amendé
<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. P-1, tel qu'amendé
<i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i>	L.R.C., 1985, ch. W-3, tel qu'amendé
<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>	1992, ch. 48 (annexe)
<i>Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats</i>	L.R.C., 1985, ch. C-43, tel qu'amendé
<i>Loi sur les juges</i>	L.R.C., 1970, ch. J-1, tel qu'amendé
<i>Loi sur les langues officielles</i>	L.R.C., 1985, ch. O-3, tel qu'amendé
<i>Loi sur les pensions</i>	L.R.C., 1985, ch. P-6, tel qu'amendé
<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	L.R.C., 1985, ch. S-24, tel qu'amendé
<i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	L.R.C., 1985, ch. M-15, tel qu'amendé
<i>Loi sur les traitements</i>	L.R.C., 1985, ch. S-3, tel qu'amendé
<i>Régime de pensions du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-5, tel qu'amendé